

MUR OUBLIÉ, FRONTIÈRE MEURTRIÈRE

TEXTE NORDINE DRICI, ancien directeur du pôle Actions de l'ACAT et auteur de l'ouvrage *Démocratie en trompe-l'œil, faillite de l'État de droit et dérives totalitaires*
PHOTO ARINDAM DEY - AFP



Le Bangladesh partage avec l'Inde le mur le plus long du monde. Conçu comme le rempart de l'identité hindoue contre les voisins musulmans, il est devenu, en plus de 25 ans, le théâtre de multiples exactions et violations des droits de l'homme.

Il est surnommé « Vuttu ». En avril 2019, Md. Azim Uddin, un Bangladais âgé de 25 ans, a été arrêté et torturé par les garde-frontières indiens. Accusé de trafic illégal de bétail, il s'est fait arracher tous ses ongles de mains en représailles de son activité illicite et de son passage illégal de la frontière. S'ils sont d'une violence inouïe, ces actes de torture ne sont pas pour autant rares aux abords de la frontière séparant l'Inde du Bangladesh. C'est qu'elle est l'une des plus meurtrières au monde en raison des violations des droits de l'homme commises par les Border Security Forces (BSF, Forces de sécurité à la frontière) indiennes et l'impunité qui les entoure.

Pays enclavé et géographiquement ceinturé par l'Inde, le Bangladesh partage plus de 4 095 kilomètres de frontières avec plusieurs États indiens, dont 80 % sont constitués par un mur séparant les deux pays. Jusqu'à la construction du mur en 1993, des milliers de Bangladais traversaient régulièrement la frontière de manière illégale afin de trouver du travail en Inde ou pour visiter des membres de leur famille. En 2013, on comptait plus de 10 millions de travailleurs bangladais en Inde, du fait de l'extrême pauvreté au Bangladesh et du besoin prégnant de main d'œuvre peu qualifiée du côté indien.

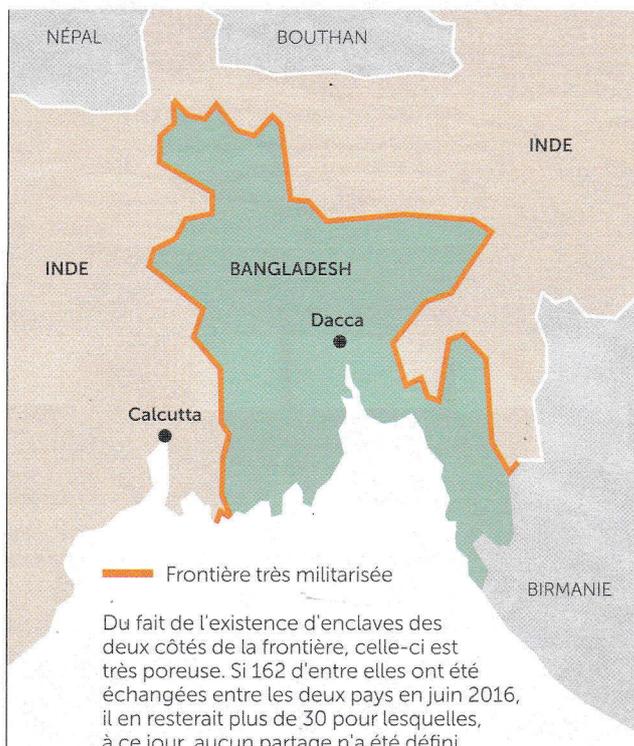
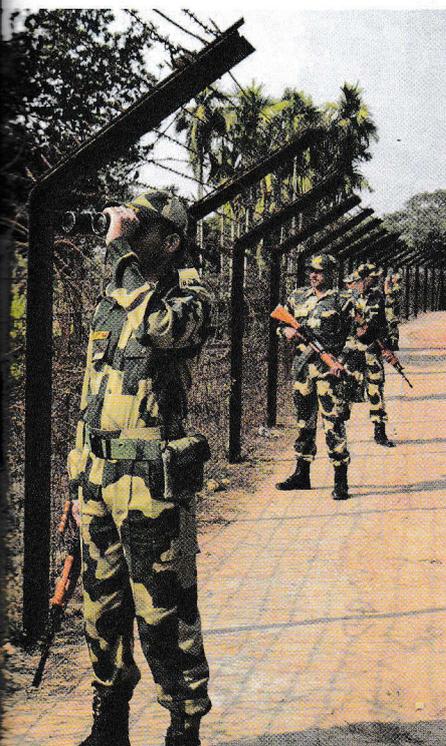
Pour New Delhi, la construction de ce mur se justifie par la lutte contre l'immigration clandestine, le trafic illégal de

marchandises ou de fausse monnaie, des allégations de vols récurrents de bétail ainsi que l'infiltration terroriste de groupes affiliés à l'État islamique, à Al-Qaida au sous-continent indien (AQSI) et de mouvements indépendantistes du nord de l'Inde. Cette frontière physique est constituée par un mur de briques, d'une double clôture de barbelés qui s'élève à près de 2,5 mètres de hauteur sur 3 200 kilomètres et de canaux d'irrigation. Une zone de 150 mètres constitue un *no man's land* de part et d'autre de la frontière.

VIOLATIONS, CORRUPTION ET IMPUNITÉ

Pour garder cette ligne de démarcation parsemée de miradors, près de 220 000 garde-frontières de la BSF et près de 80 000 soldats indiens ont été déployés. Malgré le coût très onéreux de ce dispositif, l'opinion publique indienne demeure plus que jamais convaincue de l'intérêt de cette séparation, tout comme Narendra Modi, Premier ministre indien. Ce mur demeure un excellent vecteur de cohésion nationale pour une nation indienne obnubilée par la défense de son identité hindoue face à ses voisins musulmans que sont le Pakistan et le Bangladesh. Avant sa réélection lors des élections législatives de mai 2019, Narendra Modi avait déjà fait voter le budget de la réfection de ce mur qui a coûté, entre 1993 et 2013, 4 milliards de dollars (soit un peu plus de 3,5 milliards d'euros).

Cette politique nationaliste s'est rapidement traduite par des restrictions de la liberté de circulation et la commission de violations graves de droits fondamentaux des communautés vivant des deux côtés de cette frontière. Viols, torture, détention arbitraire, disparitions forcées et exécutions sommaires font partie du quotidien des journalistes bangladais qui travaillent sur la question de ce mur. Selon la loi sur les étrangers de 1946 (*Foreigner's Act, 1946*),



1

garde-frontière posté tous les 15 mètres, sur 3 200 km de mur.

7

Bangladais morts des tirs des Border Security Force, entre janvier et mars 2019.

Source : Odhikar

« Le régime bangladais semble avoir tout intérêt à dissimuler ces violations. »

tout « entrant illégal » en Inde est arrêté et détenu. Dans la pratique, la mission répressive des garde-frontières indiens semble privilégier les exécutions sommaires de ces « entrants illégaux », qui sont le plus souvent de simples paysans vivant du commerce de bétail ou des femmes et des enfants victimes de réseaux nationaux, régionaux et internationaux de trafic d'êtres humains. En passant la frontière, ils prennent le risque d'être kidnappés et enrôlés dans les réseaux de prostitution ou de traite, certains enfants étant vendus en vue notamment d'en faire des jockeys en Arabie saoudite et dans les pays du Golfe.

Figure emblématique des exactions commises aux abords du mur, Felani Khatun, âgée de 15 ans, a été tuée par les BSF au moment de son passage de la frontière le 7 janvier 2011. Elle retournait alors au Bangladesh pour y organiser son mariage arrangé par son père. Sept ans après ce drame, les BSF qui étaient alors en fonction ne semblent pas avoir été jugés par la magistrature indienne, qui a confirmé l'innocence du garde-frontière incriminé selon un article paru sur le site Internet *dhakatribune.com* en janvier 2018.

GÂCHETTE FACILE

Les statistiques produites entre 2000 et 2018 par l'association bangladaise de défense des droits de l'homme Odhikar – une des seules à le faire malgré le harcèlement

administratif et judiciaire des autorités bangladaises – sont sans équivoque. Les garde-frontières indiens ont la gâchette facile : sur 4 259 cas de violations des droits de l'homme perpétrés, on comptait 1 144 personnes tuées et 1 367 personnes kidnappées par les BSF entre 2000 et 2018. Aucune enquête sérieuse n'a été diligentée par les autorités indiennes, consacrant ainsi une totale impunité pour ces garde-frontières. En outre, ils ne peuvent être traduits en justice devant des tribunaux civils sans l'accord préalable du ministère de l'Intérieur, accord délivré avec une extrême parcimonie. De son côté, le régime bangladais semble avoir tout intérêt à dissimuler ces violations, dans la mesure où il place sa relation commerciale stratégique avec l'Inde et la normalisation de ses relations avec son voisin comme une priorité. La protection de quelques milliers de Bangladais culturellement et géographiquement plus proches de Calcutta, la capitale du Bengale, que de Dacca, la capitale du Bangladesh, est, elle, reléguée au second plan.

Cette situation renforce la précarité et fragilise la résilience des communautés présentes des deux côtés du mur, notamment quant à l'accès aux soins et au personnel de santé côté bangladais. Les ressortissants indiens sont également victimes des BSF. L'organisation non gouvernementale indienne Mahila Sarrvangeen Utkarsh Mandal (MASUM) documente chaque année plusieurs centaines de cas de citoyens indiens qui auraient été tués par les BSF.



Pour aller plus loin

Démocratie en trompe-l'œil, faillite de l'État de droit et dérives totalitaires, Nordine Drici et Frédéric Oberson, ND Consultance, 2019.